

Maintien du centre régional des pensions : la bataille est engagée

En janvier 2011, dans le cadre de la révision générale des politiques publiques (RGPP), treize centres régionaux des pensions fermeront leurs portes dans toute la France. Leur activité sera « redistribuée » dans les onze centres qui resteront en activité. Parmi les centres condamnés à la fermeture, le centre de Corse. Jean-Claude Vesperini, responsable Force Ouvrière du Trésor public, estime que le gain « dérisoire » de la suppression des six postes du centre d'Ajaccio n'est pas à la hauteur des désagréments occasionnés à la population insulaire.

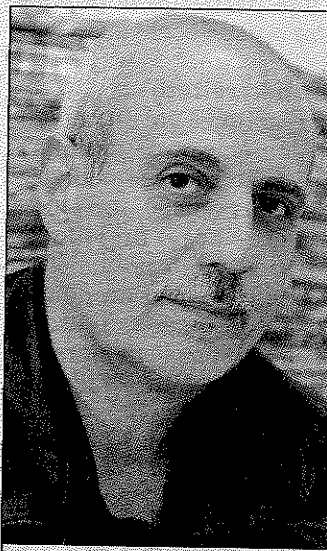
« Le centre de Corse emploie six personnes pour gérer 40 000 dossiers représentant 28 000 pensionnés, rappelle le syndicaliste. Pour des raisons évidentes, les centres d'Outre-Mer (Fort-de-France, Saint-Denis de la Réunion, Paopée et Nouméa) sont maintenus. Pourquoi pas celui de Corse ? »

D'ores et déjà, on prépare la migration des dossiers vers Marseille. Quant à l'accueil téléphonique des usagers, il se fera depuis des plateformes installées à Rennes ou à Bordeaux.

Rupture d'égalité

« C'est une rupture d'égalité entre les citoyens ! », tempête Jean-Claude Vesperini. « Cela peut paraître anecdotique, mais 10 % des personnes qui appellent le centre s'expriment spontanément en langue corse. Au-delà de la difficulté de s'adresser à un centre d'appel, on leur ajoute une difficulté supplémentaire. Sans compter que s'ils doivent se déplacer pour régler un dossier, il leur faudra traverser la mer. Quand on connaît le niveau des retraites et des pensions de réversions dans l'île, c'est aberrant. »

Au nom de FO, il rappelle qu'au moment de la campa-



Jean-Claude Vesperini compte lutter jusqu'au bout pour garder le centre des pensions de Corse.

(Photo Pierre-Antoine Fournil)

gne électorale, les salariés du centre des pensions s'étaient adressés aux candidats.

« Nous avons eu le soutien de Dominique Bucchini, Émile Zuccarelli, Simon Renucci et Jean Biancucci, nous espérons qu'ils continueront à nous soutenir. »

Question écrite à l'Assemblée nationale

D'ores et déjà, les salariés du centre des pensions ont eu l'assurance qu'une question écrite au nouveau ministre du Budget, François Baroin, serait présentée par Simon Renucci à l'Assemblée nationale. « Lors de la journée d'action du 23 mars, les salariés du Trésor ont été grévistes à 70 % en Corse. Il n'est pas impossible que nous appelions à d'autres actions.

« Nous souhaitons aussi que les usagers du centre des pensions se manifestent en envoyant des courriers au trésorier payeur général... »

De façon à inverser la tendance d'ici au mois de janvier 2011...

ISABELLE LUCCIONI